

Une des hypothèses qui sous-tend les discussions et une des recommandations centrales du Rapport de la « Extractive Industries Review » publié en 2003 par le Groupe de la Banque mondiale est celle selon laquelle la gouvernance d'un pays est un des facteurs déterminants de la contribution des industries extractives au développement. Cette étude comparative de la réforme des codes miniers en Afrique démontre que bien que la qualité de la gouvernance nationale soit certes un ingrédient clé, elle n'est pas une condition suffisante si elle n'est pas accompagnée de cadres réglementaires légaux et fiscaux appropriés pour atteindre des objectifs de développement et mis en application dans un contexte de bonnes politiques et de règles équitables au niveau international.

À partir de l'analyse de cinq études de cas, (le Ghana, la Guinée, le Mali, Madagascar et la Tanzanie), le volume suggère que les réformes introduites au cours des vingt dernières années, en large mesure sur recommandation des institutions multilatérales de financement, ont impliqué une redéfinition si profonde du rôle de l'État qu'elle est sans précédent historique. L'étude comparative de trois générations de codes miniers africains mène à la conclusion que ces réformes ont pour effet d'abaisser les normes dans des domaines critiques pour le développement économique et social et pour la protection de l'environnement et ce, dans un nombre croissant de situations.

La question qui se pose à partir de cette étude est de savoir si un pays qui libéralise et dérègle afin d'être compétitif dans le contexte des nouvelles normes et incitations à l'investissement et qui respecte ses obligations auprès de l'OMC, peut être en mesure de faire respecter ses normes environnementales et de poursuivre ses objectifs de développement comme par exemple d'établir des liens en amont et en aval de l'extraction des ressources naturelles afin de favoriser la valeur ajoutée grâce à la transformation locale, ou d'introduire des restrictions à l'import ou l'export si nécessaire afin d'encourager un contenu en intrants locaux et des industries productives locales. La réponse paraît moins que certaine.

NORDISKA AFRIKAINSTITUTET
(Institut Nordique d'études africaines)
P O Box 1703
SE-751 47 UPPSALA, Suède

ISSN 1104-8425
ISBN 91-7106-528-8



Enjeux des nouvelles réglementations minières en Afrique

Sous la direction de
BONNIE CAMPBELL

Nordiska Afrikainstitutet
The Nordic Africa Institute